

train, le gouvernement est maintenant disposé à adopter comme principe directeur en 1970 le consensus auquel on en serait arrivé hier et avant-hier sur les restrictions à la hausse des prix?

L'hon. M. Benson: Qui a craché sur la Commission des prix et des revenus?

M. l'Orateur: Je signalerais au chef de l'opposition que la question ainsi formulée n'est pas recevable. S'il veut bien se reporter aux textes et commentaires pertinents, il m'accordera sûrement que la question n'était peut-être pas conforme aux exigences de la Chambre. Mais comme elle a été posée, le ministre y répondrait peut-être maintenant.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'ai félicité hier le président de la Commission des prix et des revenus de l'annonce qui a été faite. Elle représente sûrement une initiative extrêmement utile. La déclaration faite hier soir sur les critères dans l'établissement des prix aura de nombreuses répercussions. Nous devons rencontrer d'ici quelques jours les membres de la Commission pour étudier ce qu'elle implique pour le gouvernement. Nous étudierons aussi ce que cela représente pour tous les gouvernements au Canada. Nous en discuterons avec les premiers ministres des provinces lundi.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre quel genre de proposition le gouvernement compte faire aux provinces au sujet de cette directive ou du consensus auquel on en est arrivé? Plus précisément, quel appui le gouvernement réclame-t-il des provinces?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, je répète ce que j'ai déjà dit à la Chambre: j'espère que nous rendrons le programme de la Commission des prix et des revenus aussi efficace que possible. Quant à la position qu'adoptera le gouvernement du Canada lundi et mardi lors des réunions avec les premiers ministres provinciaux, c'est me semble-t-il un sujet qu'il convient au premier ministre de traiter.

M. Stanfield: Encore une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre entend-il proposer une mesure législative à la Chambre au sujet de cette question? Le gouvernement compte-t-il exclusivement sur la persuasion morale ou se propose-t-il de prendre des mesures punitives, si c'est nécessaire, afin d'appliquer ce consensus?

L'hon. M. Sharp: Que préconisez-vous?

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, je dois répéter ce que j'ai dit. Nous sommes en train d'étudier avec la Commission les conséquences de l'incident...

L'hon. M. Stanfield: Vous n'avez aucun programme. Asseyez-vous.

L'hon. M. Benson: Vous n'avez pas d'idée non plus.

L'hon. M. Basford: . . . et l'on annoncera en temps utile si d'autres mesures sont nécessaires ou non.

L'hon. M. Stanfield: Vous n'avez pas de programme.

L'hon. M. Basford: Je suppose, après avoir lu les discours prononcés par le député depuis quelques temps, qu'il serait favorable à la déclaration.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Vous n'avez pas de programme. Vous n'avez rien fait depuis deux ans, sauf parler.

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre à propos de la conférence sur la stabilité des prix qui a terminé ses travaux hier. Puisque le président de la Commission des prix et des revenus a déclaré que la prochaine étape consistera à soumettre le problème à la conférence fédérale-provinciale, le gouvernement canadien compte-t-il demander aux provinces de prendre des mesures d'appui pour donner à la Commission des prix et des revenus le pouvoir de rendre applicable, pour employer l'expression de M. Young, au monde des affaires l'accord conclu ces derniers jours? Le gouvernement compte-t-il demander aux provinces de donner à la Commission un pouvoir de sanction pour s'occuper des hausses de prix déjà en vigueur?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme mon collègue le ministre de la Consommation et des Corporations vient de le dire...

Une voix: Il n'a rien dit.

L'hon. M. Stanfield: Non, il n'a rien dit.

M. Crouse: Ni le premier ministre.

Le très hon. M. Trudeau: Vous ne voulez manifestement pas de renseignements.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le président de la Commission des prix et des revenus a dit que l'accord